

le premier ministre Bhutto, s'est signalé pour deux raisons. En premier lieu, les délibérations ont mené à un certain nombre d'initiatives qui, si elles sont mises en oeuvre avec succès, constitueront un important pas en avant dans le développement de la coopération au niveau régional. Il s'agit là d'un progrès favorablement accueilli par le Canada étant donné qu'il permettra à tous les pays de la région d'unir leurs efforts pour examiner les problèmes communs et travailler conjointement à leur solution. En second lieu, le sommet a permis aux premiers ministres Bhutto et Gandhi de tenir des pourparlers bilatéraux. Bien que les questions bilatérales ne soient pas normalement abordées dans le cadre de cette association, les rencontres offrent une excellente occasion aux chefs de gouvernement de prendre contact les uns avec les autres. Les résultats encourageants qui sont ressortis des entretiens Gandhi-Bhutto ont également contribué à créer un climat positif au sein du groupe.

Indochine

Les relations avec les pays de la péninsule indochinoise ont été réduites au minimum depuis l'invasion du Cambodge par le Vietnam en 1978. Le Canada a appuyé les pays de l'ANASE dans la recherche d'une solution globale au problème cambodgien. Les grandes lignes d'un plan de règlement interne ont commencé à se préciser en 1988 et on a avancé que le Canada pourrait être sollicité pour participer à une Force de maintien de la paix. Il est donc devenu possible d'envisager une reprise des relations normales avec le Vietnam et le Cambodge. Bon nombre de réfugiés de cette région se sont établis au Canada et, jusqu'à maintenant, environ 30 000 Vietnamiens ont rejoint des membres de leurs familles dans le cadre du Programme gouvernemental de réunion des familles. En outre, le Canada a accepté d'accueillir 6 945 réfugiés et personnes entrant dans les catégories désignées en provenance du Cambodge, du Laos et du Vietnam en 1988. Les relations commerciales avec ces pays demeurent très limitées et, jusqu'à présent, il n'existe aucun programme bilatéral d'aide au développement.

République de Corée

L'intérêt du Canada pour la République de Corée vient de son désir d'assurer la stabilité dans la péninsule coréenne et de développer et protéger ses rapports bilatéraux, commerciaux et autres avec ce pays. La République de Corée a connu des changements importants au cours de l'année écoulée. L'investiture du président Roh Tae Woo, le 25 février 1988, a marqué le premier transfert de pouvoir pacifique au cours de l'histoire contemporaine de la Corée.

Les relations commerciales Canada-Corée ont continué à se développer pour atteindre 3,5 milliards de dollars en 1988 (en hausse par rapport au niveau de 3 milliards de dollars enregistré en 1987). Les exportations canadiennes vers la Corée ont totalisé 1,2 milliard de dollars en 1988, ce qui représente une augmentation de seulement 2 % par rapport à 1987. Le Ministère poursuit ses efforts en vue de faciliter l'entrée des biens canadiens sur les marchés coréens. Le charbon, les produits chimiques organiques et la pâte de bois sont les principaux produits d'exportation du Canada vers la République de Corée, tandis que les vêtements, les textiles, les automobiles, les chaussures, les produits électroniques de consommation et les produits en fer et en acier forment le gros des importations.

Les consultations politiques bilatérales tenues annuellement au niveau des hauts fonctionnaires ont eu lieu à Ottawa

en novembre. La naissance de James Scarth Gale, premier missionnaire canadien à entrer en Corée et premier traducteur de la Bible en langue coréenne, a été célébrée à Seoul en 1988, dans le cadre de cérémonies parrainées conjointement par le Ministère et le gouvernement de la République de Corée. Une collection importante de peintures d'Emily Carr a été exposée à Seoul en mai 1989. Les relations universitaires se sont développées sensiblement, en particulier sous l'impulsion du premier Forum universitaire Canada-Corée qui s'est tenu en République de Corée en 1988.

Afrique et Moyen-Orient

Afrique francophone et Maghreb

Les liens étroits développés ces dernières années avec l'Afrique francophone ont continué à se consolider en 1988-1989 avec l'apparition de nouveaux champs et moyens de coopération multilatérale et bilatérale. Ceci est en grande partie le résultat de la nouvelle diplomatie dite des sommets de la Francophonie qui a rapproché le Canada encore davantage de ce continent. Les contacts de haut niveau, souvent associés à la diplomatie en découlant, ont été nombreux. Un nouveau partenariat est en fait en train de s'établir, lequel revêt énormément d'importance pour les programmes traditionnels de coopération du Canada pour le développement dont bénéficie depuis un bon moment cette région. Témoigne de cette relation globalement plus soutenue la confiance mutuelle manifestée au niveau de diverses instances internationales et qui s'est caractérisée notamment par un appui massif des pays de cette région à la candidature du Canada au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Plusieurs visites de nature bilatérale ont eu lieu durant l'année écoulée. Des ministres de divers pays de la région (Zaire, Côte d'Ivoire, Sao Tomé et Príncipe, et Madagascar) ont séjourné au Canada dans le cadre de visites de travail. On note aussi la visite de Mme Thérèse Houphouët-Boigny, épouse de S.E. le Président de la Côte d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, en juin 1988. Plusieurs ministres de pays d'Afrique francophone sont également venus au Canada dans le cadre de la réunion à mi-parcours de l'Uruguay Round du GATT tenue à Montréal en décembre 1988. On signale la venue au Canada de diverses missions spécialisées dans le cadre de programmes de coopération, notamment d'Algérie, dans les secteurs de santé, gestion des documents et radio, et du Maroc dans les secteurs de l'édition, du cinéma et de la télévision. Certains journalistes ou dirigeants d'importants médias de communication du Cameroun, de la Tunisie et du Maroc ont également visité le Canada. On note également, en septembre 1988, la visite de Monsieur le député Rachid Lahlou, représentant des communautés marocaines à l'étranger.

Des parlementaires canadiens se sont, pour leur part, rendus en Côte d'Ivoire en mai 1988 et au Niger en février 1989. Le ministre d'État à la Jeunesse, à la Condition physique et au Sport amateur, Jean Charest, s'est, pour sa part, rendu au Maroc à deux reprises en relation avec l'organisation des premiers Jeux de la Francophonie prévus à Casablanca en juillet 1989. Mme Margaret Catley-Carlson, présidente de l'ACDI, s'est rendue au Rwanda en novembre 1988 pour représenter le Canada aux cérémonies du 25^e anniversaire de l'Université nationale du Rwanda.